



Retraite par points : public et privé tous perdants !

Refuser le projet de régime unique de retraite par points de Delevoye :

- ⇒ C'est refuser de travailler plus longtemps,
- ⇒ C'est refuser la baisse de 30% en moyenne des pensions.

Notre système de retraite, malgré les nombreuses attaques **demeure un rempart solidaire contre les crises économiques et la misère.**

Dans le privé en retenant les 25 meilleures années pour le calcul, c'est exclure les 17 mauvaises.

De plus, lorsque l'on sait qu'un salarié sur deux qui fait valoir ses droits à la retraite n'est déjà plus en activité, cela sous entend que ce ne sont pas les dernières années qui seront les meilleures.

Le calcul par points, sur toute la carrière et sur les seules périodes travaillées va forcément pénaliser tout le monde et toutes les générations.

Notre système actuel par répartition avec l'ensemble de ses régimes doit être maintenu et amélioré **pour augmenter les pensions de tous les travailleurs et revenir à un âge légal de départ à 60 ans à taux plein.**

Les jeunes attendent de prendre notre place au travail !

C'est possible en refusant les suppressions d'emplois, en défendant les services publics, en luttant contre la précarité et le chômage de masse, en exigeant l'augmentation des salaires et du point d'indice des fonctionnaires, en appliquant l'égalité Femmes-Hommes ou bien encore en annulant les exonérations de cotisations sociales et en taxant le grand capital.

Le gouvernement pointe du doigt les 42 régimes spéciaux alors que leur bénéficiaire ne représente que 2 % des retraités ...Certains sont même excédentaires de plusieurs milliards.

Il cherche plutôt à faire main basse sur le pactole.

Dans le Privé :

Dans le régime actuel, pour un salarié non-cadre né en 1961 après 42 ans de travail, son taux de remplacement sera de 73 % de son dernier salaire. Dans le système par point, un salarié non-cadre né en 1990, après 42 ans de travail, percevra 56 % de son dernier salaire.

Dans la Fonction Publique :

Dans le régime actuel, pour un agent de catégorie B né en 1961 après 42 ans de travail, son taux de remplacement sera de 64 % de son dernier salaire. Dans le système par point, un agent de catégorie B né en 1990, après 42 ans de travail, percevra 51 % de son dernier salaire.

La retraite, ça nous concerne tous, c'est maintenant qu'il faut s'informer et agir !
Ensemble, pour faire renoncer le gouvernement, construisons la

grève interprofessionnelle

dans l'unité

à partir du 5 décembre 2019.

manifestations

→ ALBERTVILLE 9h30 DEVANT LA GARE

→ CHAMBERY 14h Place du Palais de Justice

3 « pré-cortèges métiers » à CHAMBERY à 13h00 qui rejoindront le Palais de justice :

→ Départ 1: CAF de Chambéry

→ Départ 2 : Inspection académique

→ Départ 3 : Urgences de l'hôpital de Chambéry

ENSEMBLE, POUR COMBATTRE L'INSÉCURITÉ SOCIALE

Alors que des centaines de milliards sont distribués aux grands groupes et aux plus riches sous forme d'exonérations de cotisations, de suppression de l'ISF ou encore d'évasion fiscale, le gouvernement détruit méthodiquement notre Sécurité Sociale, nos Services Publics et précarise les travailleurs du public comme du privé.

Triste résultat : 9,5 millions de pauvres en France. Heureusement, Macron a trouvé une parade efficace en supprimant l'Observatoire de la Pauvreté : « Cachez ces pauvres que je ne saurais voir », on croit rêver !

POUR EMMANUEL MACRON,
«LES FRANÇAIS DÉTESTENT LES RÉFORMES»



DE PLUS EN PLUS DE RICHESSES, DE PLUS EN PLUS D'INÉGALITÉS, CHERCHEZ L'ERREUR !

Un exemple, la réforme sanglante de l'UNEDIC. Alors que les contrats précaires se généralisent, que le chômage tue en France 14 000 personnes par an, l'état économise 3.5 milliards (l'équivalent du cadeau de l'ISF) sur le dos des privés d'emploi :

Aujourd'hui :

- Un chômeur sur deux ne touche pas d'indemnités
- Parmi les chômeurs indemnisés :
 - ✓ La moitié vivent sous le seuil de pauvreté
 - ✓ 40% touchent moins de 500€/mois

Après la réforme (1 300 000 perdants) :

- 200 000 chômeurs exclus de l'indemnisation de plus (10%)
- 850 000 chômeurs vont, en moyenne, voir leurs indemnités baisser de 20 à 30%

La peur du lendemain s'étend dans notre société, l'actualité sociale en témoigne (*Urgences, Gilets Jaunes, jeunes pour le climat...*). Qui peut aujourd'hui envisager un avenir serein pour ses enfants ?

L'appétit insatiable des possédants nous impose un double ultimatum :

L'URGENCE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.

LA SOLUTION C'EST LA SOLIDARITÉ. Plutôt que d'arroser le sable des actionnaires et de la finance, **augmentons les salaires, sécurisons l'emploi, développons des Services Publics de qualité et une sécurité sociale efficace, déployons la recherche et le développement pour une économie respectueuse des hommes et de la planète !**

La grève, les Assemblées Générales de travailleurs pour rédiger des cahiers de revendications et les manifestations massives sont indispensables pour bousculer l'oligarchie financière.

L'INTERSYNDICALE CGT/FO/FSU/SOLIDAIRES DE SAVOIE, APPELLE À LA MOBILISATION POUR **ABOLIR L'INSÉCURITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE** ET CONSTRUIRE ENSEMBLE UN AVENIR DANS LEQUEL LE TRAVAIL PERMET À TOUS DE VIVRE DIGNEMENT !